

Réactions du ministre des Affaires Étrangères



- Scandaliser / Déformer / Couper de son contexte / Être des fin purement politiques / Doubter de soi / Être bouleversé / Dire en substance / C'est la raison pour laquelle

Assemblée nationale

XIIIe législature

Questions au gouvernement

Violences en Tunisie M. le président. La parole est à M. Jean-Paul Lecoq, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine. M. Jean-Paul Lecoq. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, madame la ministre des affaires Étrangères, mes chers collègues, notre groupe partage les sentiments qui se sont exprimés à l'égard des familles de nos compatriotes assassinés au Niger. M. Richard Mallié. Il fallait applaudir alors ! M. Jean-Paul Lecoq. Permettez-moi d'exprimer, solennellement aussi, la solidarité du peuple français au peuple tunisien et à sa jeunesse en particulier, qui se trouve au cœur d'une révolte légitime face au régime dictatorial incarnés par le président Ben Ali et un clan familial dont le caractère mafieux n'est plus à démontrer. Son caractère brutal non plus, d'ailleurs. (Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP.) M. Maxime Gremetz. Les copains et les coquins ! M. Jean-Paul Lecoq. La répression policière des manifestations de ce week-end a fait plus d'une vingtaine de morts, auxquels s'ajoutent une série de suicides sans précédent. Ces gestes extrêmes désespérés ne sauraient nous laisser insensibles. De la même manière qu'en Algérie, cette crise sociale est également d'ordre politique. Les manifestants appellent à la justice sociale et à la liberté d'expression. Au cœur de la masse s'ajoute l'absence de toute perspective politique. Le régime repose sur le principe de la répression systématique de toute opposition critique. La liberté de la presse demeure inexistante. L'opposition est bâillonnée et maltraitée au nom du sacro-saint objectif de stabilité. M. Richard Mallié. Ce n'est pas pire qu'à Moscou ! M. Jean-Paul Lecoq. Ce raisonnement est partagé de manière cynique par les capitales occidentales, qui estiment que la démocratie présente trop de risques pour certains peuples et que la dictature est « le moins

mauvais des régimes » « je cite » pour des pays comme la Tunisie ou l'Égypte. Dans une prise de position déjà remarquable à l'époque, et ce lors d'une visite à M. Ben Ali qu'il qualifie d'ami, Nicolas Sarkozy avait jugé qu'en Tunisie « l'espace des libertés progresse ». Aujourd'hui encore, alors que notre pays est si prompt à s'exprimer sur la situation démocratique en Côte d'Ivoire, ce même cynisme conduit Nicolas Sarkozy à garder un silence assourdissant sur la tragédie qui se joue à quelques kilomètres de nos côtes. (Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP.) Madame la ministre des affaires étrangères, comment justifiez-vous cette incohérence de notre pays : d'un côté la France appelle au respect de la démocratie en Côte d'Ivoire alors que de l'autre elle soutient de manière indéniable la dictature de M. Ben Ali ? (Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.) M. Arnaud Montebourg. C'est vrai ! M. le président. La parole est à Mme Michèle Alliot-Marie, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes. Mme Michèle Alliot-Marie, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes. Monsieur le député, oui la Tunisie comme l'Algérie connaissent en ce moment des mouvements sociaux de grande ampleur et qui touchent particulièrement les jeunes. Face à cela, plutôt que de lancer des anathèmes, M. Maxime Gremetz. Des anathèmes ? Il faut appeler un chat un chat ! Mme Michèle Alliot-Marie, ministre d'État. « Notre devoir est de faire une analyse sereine et objective de la situation. Parlons du fond, tout d'abord. Il est vrai que dans ces deux pays, il y a énormément d'attentes » notamment de la part des jeunes, et en Tunisie particulièrement de jeunes formés de pouvoir accéder au marché du travail. M. Michel Lefait. En France aussi ! Mme Michèle Alliot-Marie, ministre d'État. Or c'est un problème pour ces pays. C'est bien la raison qui nous porte à souligner le bien-fondé de la volonté du Président de la République de répondre, dans le cadre du G8 et du G20, aux préoccupations et aux besoins de ces pays. Il s'agit, en particulier, de toutes les conditions nécessaires que la communauté internationale tout entière doit mettre pour permettre aux jeunes et aux jeunes diplômés de pouvoir accéder au marché du travail. M. Jean-Paul Lecoq. Et Ben Ali ? Mme Michèle Alliot-Marie, ministre d'État. Le deuxième problème est effectivement celui des décès et des violences constatées à l'occasion de ces manifestations. M. Maxime Gremetz. Cinquante-deux morts ! Mme Michèle Alliot-Marie, ministre d'État. On ne peut que déplorer des violences concernant des peuples amis. Pour autant, je rappelle que cela montre le bien-fondé de la politique que nous voulons mener quand nous proposons que le savoir-faire de nos forces de sécurité, qui est reconnu

dans le monde entier, permette de régler des situations sécuritaires de ce type. M. Roland Muzeau. Quelle honte ! M. Pierre Gosnat. Et Ben Ali ? Répondez à la question ! Mme Michelle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur. C'est la raison pour laquelle nous proposons aux deux pays de permettre, dans le cadre de la coopération, d'agir dans ce sens, afin que le droit de manifester soit assuré de même que la sécurité. (Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.) M. Jacques Desallangre. Quelle duplicité ! À Michelle Alliot-Marie Ancienne présidente du parti gaulliste (RPR), ralliée à Nicolas Sarkozy. Ministre de la Défense (2002-07). Ministre de l'Intérieur (2007-09). Ministre de la Justice (2009-10). Ministre des Affaires Étrangères (depuis nov 2010). En savoir +>>

Écrivez une phrase avec les mots ci-dessus : _____

Réactions du ministre des Affaires Étrangères

Écrivez une phrase avec les mots ci-dessus :